

*Loi anti-inflation*

nir: ce que le gouvernement préconise en période électorale n'est pas nécessairement ce qu'il applique six mois plus tard.

● (1632)

Le premier ministre (M. Trudeau) et son parti, même notre parti et le parti du Crédit social, se sont opposés au chef de l'opposition, alors qu'il préconisait une politique de contrôles des salaires et des prix. Je n'ai aucun scrupule à le dire, car même si notre parti était disposé à accepter des contrôles de prix sélectifs, nous ne pouvions accepter d'imposer à l'économie la réglementation des salaires et des prix. Tous les pays du monde occidental qui en avaient fait l'expérience, dont les États-Unis, avaient constaté que cela était insuffisant pour contrôler les prix. Nous savons qu'en réalité, contrôler les salaires et les prix signifie simplement contrôler les salaires. A l'heure actuelle, nous pouvons tous en voir les résultats.

En fin d'année, alors qu'il était interviewé par le journaliste Bruce Phillips du réseau CTV, le premier ministre a tenté de défendre les réalisations économiques de son gouvernement. Comme M. Phillips lui rappelait que le coût de la vie avait progressé de 9.5 p. 100 au cours des douze derniers mois, le premier ministre a répondu qu'il ne fallait pas se contenter d'examiner les variations annuelles de l'indice des prix à la consommation. Les chiffres pour le dernier mois indiquaient une augmentation de 9.1 p. 100—alors qu'il n'était pas question de la tendance générale durant la période de contrôles. Tout dernièrement, le premier ministre mentionnait la progression du produit national brut au cours du dernier trimestre, mais il évitait de dire qu'au cours de ces trois derniers mois, l'indice des prix à la consommation avait avancé au rythme annuel de 11 p. 100.

Au cours de l'interview de M. Phillips, le premier ministre a prétendu qu'à la fin des trois années de contrôles, le taux d'inflation aura été ramené de 12 p. 100 ou presque, à 6 p. 100. Et peu après, il affirmait que la moyenne générale des trois années sera conforme à l'objectif. Monsieur l'Orateur, le premier ministre se méprenait sur les faits économiques récents et les faits lui donneront tort quant à ses prévisions.

Le premier ministre a soutenu que le taux d'inflation était de près de 12 p. 100 au moment de l'institution des contrôles en 1975 mais, selon Statistique Canada, l'indice des prix à la consommation était de 10.6 p. 100 au moment de l'imposition des contrôles. Et l'objectif triennal que le premier ministre a mentionné, n'était pas de 6, mais de 4 p. 100. En ce qui concerne les 4 p. 100 que prévoit le premier ministre pour cette année, tous les économistes que je connais affirment que notre pays sera chanceux s'il s'en tire avec un taux de 8 p. 100 pour 1978.

Tout le monde le sait, le taux de chômage national sera d'au moins 8 p. 100 cette année, peut-être de 8.5 p. 100. En outre, et cela n'en tient pas compte, le ministère du Travail prévoit une diminution de la participation de tous les groupes dans la population active. C'est bien la preuve de la sous-utilisation des travailleurs dans l'économie.

Quand l'honorable John Turner était ministre des finances, notre parti lui a dit, ainsi qu'au gouvernement, qu'on ne pouvait freiner l'inflation en aggravant délibérément le chômage. Les libéraux semblaient croire que des politiques expansionnistes feraient augmenter le coût de la vie, mais, selon notre parti, c'est là d'une erreur fondamentale. Les résultats crèvent les yeux. Avec un million de chômeurs, depuis trois

mois, le coût de la vie a augmenté de 11 p. 100 sur une base annuelle. La situation est particulièrement mauvaise dans la région de l'Atlantique et les régions comme la mienne où les revenus sont bas et les emplois instables.

Lorsqu'ils étaient ministres des finances, M. Turner et le député de Rosedale (M. Macdonald) ont tous deux accusé notre parti de ne pas se soucier de l'inflation. Nous avons répondu en les accusant de faire du tort aux régions, aux Canadiens et à l'unité nationale en luttant contre l'inflation sur le dos des chômeurs. Tout récemment, M. Ralph Sultan, économiste en chef à la Banque Royale du Canada, qui n'a rien d'un radical, a déclaré qu'on considérait actuellement les politiques expansionnistes comme des facteurs d'inflation. Voilà ce que pense le gouvernement, et l'ancien ministre M. Turner tenait cette idée de M. Simon, ancien secrétaire du Trésor aux États-Unis. Selon M. Sultan, c'est peut-être là une de nos erreurs fondamentales, et nous sommes certainement d'accord avec lui. Il a déclaré également que l'inflation semblait faire partie de notre économie, quel que soit notre taux d'expansion.

Depuis trois ou quatre ans, la politique économique du premier ministre se fonde sur le principe que l'accroissement du chômage entraînera une diminution de l'inflation. Je crois qu'en 1977 nous avons constaté l'échec de cette politique et que ce sera encore plus vrai en 1978. Au cours de la prochaine campagne électorale, il ne sera plus possible de bernier les Canadiens.

Si nous examinons la période de contrôle des prix et salaires instaurée par un gouvernement qui a été élu après s'être vivement opposé à ce genre de chose, nous voyons combien la région de l'Atlantique, par exemple, a souffert de ces politiques financières et monétaires conservatrices au sens général du terme. Elle a également souffert d'une politique commerciale stupide qui a trop longtemps toléré un taux de change surévalué, et de l'incapacité totale du gouvernement de coordonner les politiques monétaires, financières et commerciales ainsi que les taux de change de façon à stimuler l'économie tout en assurant la stabilité des prix.

● (1642)

Ils ont gobé sans réfléchir ce que leur disait le peuple américain dirigé par un gouvernement républicain tout à fait conservateur. C'est ce qui a dû arriver à l'ex-ministre des Finances (M. Turner), et bon gré mal gré, le député de Rosedale a dû suivre. Résultat, ce dernier est à peu près retiré de la politique. La seule augmentation que lui ont apportée ces politiques c'est une augmentation du chômage, avec la perspective de voir l'inflation augmenter encore plus.

Comme je le disais hier dans un autre discours, malgré les bonnes intentions manifestées par le premier ministre en matière d'unité nationale, avec sa politique de bilinguisme que je n'ai jamais eu la mesquinerie d'attaquer dans ses intentions, si ce n'est dans ses modalités d'application, le gouvernement a bien mal géré l'économie du pays. Dans la région atlantique où le chômage est traditionnel, la situation s'aggrave dans le nord du Nouveau-Brunswick, à Terre-Neuve et dans l'Île du Cap-Breton les chiffres ont de quoi faire rougir de honte—mais en plus le mal se répand au cœur même du centre industriel du pays. En Ontario, 7.1 p. 100 de la force de travail est sans emploi. Avec les travailleurs découragés de cette province cela doit donner dans les 8 p. 100. Donc le chômage n'est plus un